

En dépit de l'augmentation des prix des produits de la ferme en ces dernières années, 6 p. 100 des fermes que nous avons visitées dans le comté d'Oxford n'ont donné aucun revenu au cours de l'exercice finissant au 28 février 1919.

Une autre conclusion que je relève dans le rapport du professeur Leitch, c'est que "la moyenne du coût de production du lait sur 139 fermes du comté d'Oxford fut de \$2.64 par 100 livres au cours de l'année finissant au 28 février 1919, et la moyenne du prix de vente durant la même période fut de \$2.36 par 100 livres". Cela fait donc 28 cents en bas du prix de revient. Voilà les bénéfices que retirent les producteurs de lait de la province d'Ontario à cette époque où tout se vend si cher! On nous adjure d'augmenter le chiffre de la production, surtout de la production agricole; cependant, nous éprouvons du découragement lorsque nous nous rendons compte que nous ne sommes pas en mesure de faire concurrence sur le marché de la main-d'œuvre aux autres industries du pays, qui peuvent offrir des salaires bien plus élevés que ceux que nous recevons nous-mêmes.

Je communique ces chiffres au Parlement uniquement dans le but de renseigner ceux de mes collègues qui ne sont pas au fait de la situation agricole en Canada—toutes les observations que je fais s'appliquent exclusivement à la province d'Ontario et non aux provinces de l'Ouest—et qu'ils soient en mesure de comparer les bénéfices que retirent les cultivateurs de l'exploitation de leurs fermes avec les profits énormes que rapportent les entreprises industrielles au pays. Or, je pose carrément la question à mes collègues: Est-il juste et raisonnable de maintenir plus longtemps en vigueur une politique qui encourage les entreprises industrielles aux dépens de l'agriculture et qui fait pencher la balance d'un seul côté au lieu de la maintenir en équilibre?

De nombreuses statistiques ont été communiquées au Parlement dans le but d'établir que le chiffre de notre production agricole a grandement augmenté. Or, ces chiffres ont exclusivement trait à la valeur de notre production, de sorte qu'ils sont susceptibles de nous induire en erreur. Je tiens particulièrement à discuter la situation de notre industrie fromagère en ces dernières années. En 1916, nous avons exporté en chiffres ronds 168,000,000 de livres de fromage. En 1917, nos exportations ont atteint le chiffre de 180,000,000 de livres pour retomber à 169,000,000 de livres en 1918 et à 152,000,000 de livres en 1919, soit une diminution de 28,000,000 de livres ou de 66

p. 100 au cours de ces trois dernières années. Or, l'industrie fromagère est très importante dans la province d'Ontario; cependant, elle a décliné sensiblement en ces dernières années et les chiffres que j'ai cités tout à l'heure suivant moi nous font toucher du doigt la situation. J'ai le droit de souligner le fait que ce déclin de notre industrie fromagère coïncide avec la période où le Gouvernement a pris sur lui de fixer le prix de ce produit.

J'ai observé que des fonctionnaires du Gouvernement ont parcouru les différentes parties du pays, affirmant que le prix fixé l'année dernière, 25 cents par livre, était suffisamment rémunérateur pour les producteurs et que ces derniers le savaient fort bien du reste. Or, les producteurs savaient parfaitement le contraire. Ils se rendent compte des bénéfices qu'ils réalisent et s'ils ne retirent pas de profits ils s'en rendent également compte. Les chiffres que fournit l'enquête tenue dans le comté de Dundas, où les cultivateurs ont vendu à raison de \$1.85 par 100 livres de lait qu'ils ont produit au prix de \$2.30, constituent une réponse concluante à cette prétention. Voilà l'une des causes du malaise et du mécontentement qui règnent au pays.

Outre cela, les cultivateurs de la province d'Ontario se sentent découragés; ils pensent qu'on ne les traite pas avec justice. On a dit de ceux qui dans cette Chambre appartiennent à ce groupe qu'ils sont des agitateurs, et cela s'applique tout particulièrement à ceux de la province d'Ontario. Ils s'emploient, dit-on, à faire naître le mécontentement et le malaise dans tout le pays. Je désire faire observer à la Chambre que ce mécontentement et ce malaise a existé dès avant que notre association ait vu le jour. Ce n'a pas été d'abord pour faire de la politique que nos cultivateurs se sont organisés. Les masses ont cru devoir ensuite se servir d'eux pour exprimer leur mécontentement, et notre présence ici est due à ce malaise; elle n'en est pas la cause.

L'honorable député de Fort-William (M. Manion) a aussi fait mention de cette circonstance que le budget affecte une somme de 5 millions à l'agriculture, et il prétend que c'est là une aide directe aux cultivateurs de ce pays. Il compare la chose aux primes payées sur l'acier et sur le fer. Je n'aurais pas attaché grande importance à cette assertion s'il n'avait pas ensuite assimilé la chose aux primes dont le fer et l'acier bénéficient. La comparaison est absolument injuste, absolument fautive, puisque ce n'est pas aux cultivateurs que cette som-